

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017-2018

CLOS LE 30 JUIN 2017

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	12

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les variations opérationnelles de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») pour le premier trimestre clos le 30 juin 2017, rapport qui doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités du trimestre clos le 30 juin 2017. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2016-2017* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant, fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans le rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme « importants » lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée Construction de Défense Canada [CDC]) est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. CDC a deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN), et le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) visant l'expansion du centre des données électroniques à la BFC Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de service suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et de maintenance en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes fournit des conseils en ce qui concerne notamment les exigences relatives aux infrastructures, la planification des programmes ainsi que le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

De la planification des besoins au déclassement d'installations, le secteur des Services de gestion des biens immobiliers assure le bon fonctionnement des infrastructures du MDN.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures consacrées directement à la prestation de services pouvant être facturées aux clients-partenaires plutôt qu'à des fonctions administratives qui sont considérées comme du soutien auxiliaire. Ce taux est un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de revenus, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

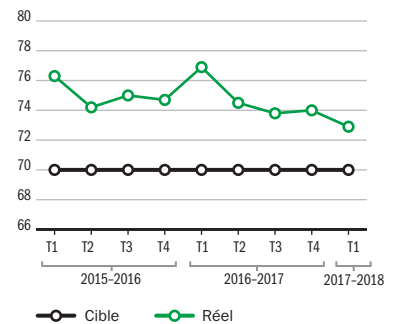
Pour le premier trimestre de 2017-2018 (l'exercice à ce jour), le taux d'utilisation de la Société s'établit à 72,8 %, en recul par rapport aux 76,9 % de la période correspondante de 2016-2017. Ce recul est attribuable à la baisse des niveaux d'activité au premier trimestre en raison de modifications apportées aux processus de financement des clients-partenaires, des moments où sont achevés les projets et de la fin du Programme d'investissements fédéraux dans l'infrastructure (PIFI) à la clôture de 2016-2017.

3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

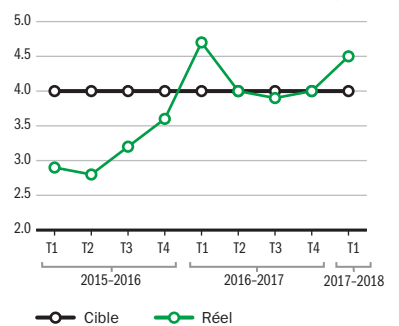
La capacité de CDC à servir ses clients-partenaires repose largement sur les compétences de son personnel, comme quoi le maintien d'un effectif qualifié et professionnel constitue l'un des principaux objectifs de la Société. CDC s'est fixé, pour 2017-2018, l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le premier trimestre de 2017-2018, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 4,5 %, en baisse par rapport à 4,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les variations du calendrier de formation par rapport à l'exercice précédent.

Taux d'utilisation
(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale
(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2016-2017* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur l'administration financière*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2017. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2016.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 24,8 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 1,7 million de dollars, soit environ 8 %, par rapport à il y un an. Cette hausse est attribuable à la majoration de 4,5 % des taux de facturation par rapport à l'exercice précédent ainsi qu'à la demande accrue de services de la part du MDN.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 11 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, traduisant en cela la majoration des taux de facturation et l'accroissement de la demande de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère cette activité.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont augmenté de 2 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de 2016-2017. La hausse attribuable à la majoration des taux de facturation a été atténuée par une baisse de la demande de ce service de la part du MDN.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers se sont accrus de 16 % au premier trimestre par rapport à il y a un an. La hausse s'explique par la majoration des taux de facturation et par la hausse de la demande du MDN à l'égard de cette activité.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont progressé de 4 % au premier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à la majoration des taux de facturation, la demande pour ce service ayant été du même ordre qu'à l'exercice précédent.

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés de l'approvisionnement ont reculé de 5 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est imputable à une demande moins élevée du MDN en raison de modifications apportées aux processus, baisse atténuée par la majoration des taux de facturation.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont progressé de 17 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de 2016-2017. La hausse est attribuable à la majoration des taux de facturation et à la plus grande demande du MDN pour ces services. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère cette activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation	
			\$	%
Gestion des marchés	11 233 \$	10 121 \$	1 112	11 %
Planification de projets	6 329	6 191	138	2 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 161	1 864	297	16 %
Soutien technique en matière de construction	1 966	1 892	74	4 %
Approvisionnement	1 674	1 770	(96)	-5 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 485	1 269	216	17 %
Total des produits	24 848 \$	23 107 \$	1 741	8 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 5 000 \$, ou 3 %, au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par les intérêts touchés sur les certificats de placement garanti (CPG) du portefeuille de placement.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation	
			\$	%
Produits financiers	181 \$	176 \$	5	3 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 20,0 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 2,1 millions de dollars, ou environ 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable pour 3 points à des majorations de salaires ainsi qu'à une variation du profil salarial de l'effectif, et pour 9 points, à une augmentation de l'effectif en prévision de la hausse projetée de la demande de services par rapport à la période précédente.

Les charges sociales totalisent 5,0 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 168 000 \$, ou environ 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de la masse salariale. Exprimées en pourcentage de la masse salariale, les charges sociales ont reculé en raison de la baisse des charges à payer liées aux avantages sociaux futurs et de la baisse des cotisations patronales versées au titre du Régime de pension de retraite de la fonction publique.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation	
			\$	%
Salaires	19 979 \$	17 869 \$	2 110	12 %
Charges sociales	4 951	4 783	168	4 %
	24 930 \$	22 652 \$	2 278	10 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	25 %	27 %		

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges d'exploitation et frais d'administration s'établissent à 2,0 millions de dollars pour le premier trimestre de 2017-2018, en hausse de 289 000 \$, ou 17 %, par rapport au premier trimestre de 2016-2017. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le (en milliers de dollars) 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Loyers	481 \$	441 \$	40	9 %	La hausse est due à l'augmentation des loyers et des charges d'exploitation et d'entretien de certaines installations.
Contrats d'entretien informatique	391	238	153	64 %	La hausse est due à l'augmentation des coûts d'entretien courant et des coûts liés aux logiciels de productivité et solutions de sécurité informatique.
Formation et perfectionnement	312	278	34	12 %	La hausse est due au calendrier des activités de formation.
Honoraires professionnels	222	145	77	53 %	La hausse est due au recours accru à des consultants en informatique et en ressources humaines, et aux frais d'audit.
Téléphonie et communications	202	151	51	34 %	La variation est due à la réduction des dépenses de la Société à l'exercice précédent, en lien avec un trop-perçu l'année d'avant.
Frais de déplacement	137	141	(4)	-3 %	La variation est négligeable.
Fournitures de bureau	62	80	(18)	-23 %	La baisse est due à l'achat de matériel ergonomique à l'exercice précédent.
Réinstallation	56	98	(42)	-43 %	La baisse est attribuable à un moins grand besoin de réinstallation d'employés.
Communications	37	19	18	95 %	La hausse est due à une variation de l'échéancier des frais d'impression de documents d'entreprise.
Hébergement	27	5	22	440 %	La hausse tient du fait que l'hébergement lié à la formation était rapporté sous Formation l'exercice précédent et sous Hébergement pour l'exercice en cours.
Matériel informatique	24	35	(11)	-31 %	La baisse est due à une moindre demande de matériel informatique.
Abonnements	18	12	6	50 %	La hausse est due au calendrier d'achat d'abonnements pour la Société.
Logiciels	14	19	(5)	-26 %	La baisse est due à une moindre demande de logiciels.
Impression et papeterie	12	16	(4)	-25 %	La baisse est due au plus grand recours à des procédés électroniques de stockage de documents et à des signatures électroniques, qui a fait baisser les coûts d'impression et de papeterie.

(suite page suivante)

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Mobilier de bureau et agencements	8	4	4	100 %	La hausse est due à l'achat de mobilier et d'agencements dans le cadre de la relocalisation de bureaux.
Affranchissement, transport de marchandises et messageries	5	6	(1)	-17 %	La variation est négligeable.
Recrutement	–	31	(31)	-100 %	La baisse est due à des activités de recrutement réduites.
Autres	–	–	–	–	
Total	2 008 \$	1 719 \$	289	17 %	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Au premier trimestre, la dotation aux amortissements a diminué de 4 %, ou 14 000 \$, par rapport au premier trimestre de 2016-2017. L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est trouvé réduit par le faible nombre d'immobilisations qui ont été intégrées au portefeuille à l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation	
			\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	250 \$	249 \$	1	0 %
Amortissement des actifs loués	24	26	(2)	-8 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	51	64	(13)	-20 %
Total	325 \$	339 \$	(14)	-4 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le premier trimestre de la Société se solde par une perte nette et une perte globale de 2,2 millions de dollars, en hausse de 56 % par rapport à la perte nette et la perte globale de 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte du premier trimestre de l'exercice en cours s'explique surtout par les dates de mise en œuvre des projets ainsi que par la hausse de la charge de rémunération et des charges d'exploitation par rapport à un an plus tôt.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation	
			\$	%
Résultat net et résultat global	(2 236) \$	(1 429) \$	(807)	56 %

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2016-2017*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 20,5 millions de dollars au 30 juin 2017, en baisse de 6,8 millions de dollars par rapport au 31 mars 2017.

Au 30 juin 2017, le solde de trésorerie s'élève à 785 000 \$, en baisse de 6,2 millions de dollars, ou 89 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. Dans les trois mois qui ont suivi le 31 mars 2017, la Société a affecté 6,6 millions de dollars de trésorerie à ses activités d'exploitation, engagé 69 000 \$ en dépenses d'investissement, racheté 499 000 \$ de placements et engagé 23 000 \$ au titre de ses obligations locatives.

Au 30 juin 2017, les placements (courants et non courants) totalisent 19,7 millions de dollars, en baisse de 526 000 \$ par rapport à la clôture de 2016-2017. La baisse résulte principalement du transfert, à la situation de trésorerie, d'une trésorerie jusque-là affectée au portefeuille. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le conseil d'administration a approuvée. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent tout particulièrement à un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 juin 2017, les créances clients se chiffrent à 22,6 millions de dollars, en hausse de 4,0 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au 31 mars 2017. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 14,2 millions de dollars au 30 juin 2017, en baisse de 1,6 million de dollars, ou 10 %, par rapport au 31 mars 2017. Cette baisse s'explique surtout par une diminution des dettes fournisseurs attribuable à l'échéancier des paiements.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Trésorerie	785 \$	7 022 \$	(6 237)	-89 %
Placements	19 704	20 230	(526)	-3 %
Trésorerie et placements	20 489 \$	27 252 \$	(6 763)	-25 %
Créances clients	22 637 \$	18 596 \$	4 041	22 %
Passifs courants	14 157 \$	15 721 \$	(1 564)	-10 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Tous les trois ans, un actuaire établit cette estimation. Au 30 juin 2017, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 23,3 millions de dollars, en hausse de 628 000 \$, ou 3 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Partie courante	2 277 \$	2 277 \$	–	0 %
Partie non courante	21 061	20 433	628	3 %
Total des avantages du personnel	23 338 \$	22 710 \$	628	3 %

5.7 ACTIFS LOUÉS ET OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société prend en location des appareils multifonctions pour la copie, la numérisation et la télécopie de documents. À la clôture du premier trimestre, la valeur des actifs loués a baissé de 29 000 \$, ou 9 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. La baisse découle du remplacement d'une partie des photocopieurs loués par CDC par des appareils moins coûteux.

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Actifs loués	280 \$	309 \$	(29)	-9 %

Les obligations locatives à la clôture du premier trimestre ont diminué de 28 000 \$, ou 9 %, par rapport à la clôture de 2016-2017, en raison d'ajustements de 5 000 \$ apportés à la valeur des actifs ainsi que de paiements de 23 000 \$.

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Partie courante	95 \$	95 \$	–	0 %
Partie non courante	191	219	(28)	–13 %
Obligations locatives	286 \$	314 \$	(28)	–9 %

5.8 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 69 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 42 000 \$, ou 38 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution découle du calendrier de remplacement du matériel informatique.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016	Variation	
			\$	%
Immobilisations incorporelles	2 \$	12 \$	(10)	-83 %
Matériel informatique	60	99	(39)	-39 %
Mobilier et matériel	7	–	7	100 %
Améliorations locatives	–	–	–	0 %
	69 \$	111 \$	(42)	-38 %

5.9 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

Les résultats réels de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2017 sont inférieurs aux projections avancées dans le *Plan d'entreprise* (le Plan). Les pertes subies au cours de la période sont conformes à la politique de gestion de la trésorerie de la Société.

Les produits tirés des services facturés sont de 7 % inférieurs aux projections du Plan. Ce recul est attribuable à la baisse des niveaux d'activité au premier trimestre par suite des modifications apportées aux processus de financement des clients-partenaires, des moments où sont achevés les projets et de la fin des projets liés au PIFI à la clôture de 2016–2017. Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement du capital investi supérieur aux attentes.

Les salaires et les charges sociales sont conformes au Plan.

Les charges d'exploitation et frais d'administration sont de 37 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier de mise en œuvre de la stratégie de cyber sécurité de la Société et des autres charges d'exploitation, notamment les charges de formation et de perfectionnement et les frais de déplacement.

Les dépenses d'investissement sont de 86 % inférieures aux projections en raison du calendrier des acquisitions prévues au titre de la stratégie de cyber sécurité et du renouvellement du matériel informatique.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

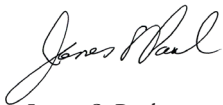
(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	24 848	26 700	(1 852)	-7 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	351	375	(24)	-6 %
Produits financiers	181	130	51	39 %
	25 380	27 205	(1 825)	-7 %
Charges				
Salaires et charges sociales	24 930	25 090	(160)	-1 %
Charges d'exploitation et frais d'administration	2 010	3 167	(1 157)	-37 %
Frais de déplacement et décaissements	351	375	(24)	-6 %
Dotation aux amortissements	325	362	(37)	-10 %
	27 616	28 994	(1 378)	-5 %
Résultat net et résultat global	(2 236) \$	(1 789) \$	(447)	25 %
Dépenses d'investissement	69 \$	483 \$	(414)	-86 %

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier intermédiaire concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



James S. Paul
Président et premier dirigeant



Juliet Woodfield, CPA, CA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa, Canada
Le 29 août 2017

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Actif			
Trésorerie		785 \$	7 022 \$
Placements	5	2 630	3 100
Créances clients	10	22 637	18 596
Autres créances		2 088	2 124
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 770	1 951
Actifs courants		29 910	32 793
Placements	5	17 074	17 130
Immobilisations corporelles	7	2 059	2 242
Immobilisations incorporelles		349	398
Actifs loués		280	309
Actifs non courants		19 762	20 079
Total de l'actif		49 672 \$	52 872 \$
Passif			
Dettes fournisseurs et autres montants à payer		11 553 \$	13 349 \$
Produits différés	6	232	-
Partie courante des obligations locatives		95	95
Partie courante des avantages du personnel	8	2 277	2 277
Passifs courants		14 157	15 721
Obligations locatives		191	219
Avantages du personnel	8	21 061	20 433
Passifs non courants		21 252	20 652
Total du passif		35 409	36 373
Capitaux propres			
Capital-actions			
Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale		-	-
Émis – 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		14 263	16 499
Total des capitaux propres		14 263	16 499
Total du passif et des capitaux propres		49 672 \$	52 872 \$

Passifs éventuels (note 11)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016
Produits tirés des services facturés		24 848 \$	23 107 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		351	438
Produits financiers		181	176
Total des produits		25 380	23 721
Salaires et charges sociales		24 930	22 652
Charges d'exploitation et frais d'administration	9	2 008	1 719
Frais de déplacement et décaissements		351	438
Amortissement des immobilisations corporelles	7	250	249
Amortissement des actifs loués		24	26
Amortissement des immobilisations incorporelles		51	64
Charges financières		2	2
Total des charges		27 616	25 150
Résultat net de la période et résultat global		(2 236) \$	(1 429) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	– \$	16 499 \$	16 499 \$
Résultat net de la période		(2 236)	(2 236)
Solde au 30 juin 2017	– \$	14 263 \$	14 263 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2016	– \$	30 555 \$	30 555 \$
Résultat net de la période		(1 429)	(1 429)
Solde au 30 juin 2016	– \$	29 126 \$	29 126 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net de la période		(2 236) \$	(1 429) \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Charges sociales payées		730	566
Prestations versées		(102)	(43)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	250	249
Amortissement des actifs loués		24	26
Amortissement des immobilisations incorporelles		51	64
Amortissement des primes d'investissement		27	29
Variation du fonds de roulement hors trésorerie			
Créances clients		(4 041)	(2 801)
Autres créances		36	21
Charges payées d'avance et autres actifs		181	(1 079)
Dettes fournisseurs et autres montants à payer		(1 796)	(818)
Produits différés		232	1 980
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		(6 644)	(3 235)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements		(1)	(893)
Rachat de placements		500	725
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(67)	(99)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(2)	(12)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		430	(279)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Paiement d'obligations locatives		(23)	(23)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(23)	(23)
Diminution de la trésorerie au cours de la période		(6 237)	(3 537)
Trésorerie à l'ouverture		7 022	18 378
Trésorerie à la clôture		785 \$	14 841 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2017 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1: SUMMARY OF BUSINESS AUTHORITY AND OBJECTIVES

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense*, et elle poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), au Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (MDN). D'autres ministères et organismes jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) alors en vigueur.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : RÉSUMÉ DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites à la note 3 des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Les méthodes comptables et les méthodes de calcul ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rapportant sont fondées sur les antécédents et d'autres facteurs jugés pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont constatées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent à la note 4 des états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

NOTE 5 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, des Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux fixes allant de 2,85 % à 7,2 %, de certificats de placement garanti (« CPG ») à taux fixes de 1,7 % à 2,1 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2017 à 2031 et celles des CPG, de 2017 à 2021, et la Société compte détenir tous ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables au coût amorti et les justes valeurs de ces placements sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur des placements est établie à partir a) de prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que celles du niveau 1 qui sont observables directement (des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; ou c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de prix cotés sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins de un an.

	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Partie courante	2 630 \$	3 100 \$
Partie non courante	17 074	17 130
Valeur comptable nette	19 704 \$	20 230 \$

	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations		
du Canada	505 \$	506 \$
des Provinces	8 572	9 086
de sociétés	4 309	4 321
Total des obligations	13 386	13 913
Certificats de placement garanti	5 925	5 925
Fonds communs de placement	393	392
Total	19 704 \$	20,230 \$

	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Juste valeur		
Obligations		
du Canada	537 \$	539 \$
des Provinces	8 988	9 583
de sociétés	4 555	4 540
Total des obligations	14 080	14 662
Certificats de placement garanti	5 962	5 947
Fonds communs de placement	392	392
Total	20 434 \$	21 001 \$

NOTE 6 : PRODUITS DIFFÉRÉS

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, la somme facturée est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Les produits différés s'élevaient à 232 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à néant au 31 mars 2017. Des différences temporaires peuvent se produire au cours de périodes données de l'exercice à l'égard de contrats de services à forfait, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Coût	7 275 \$	7 208 \$
Moins le cumul des amortissements	5 216	4 966
Valeur comptable nette	2 059 \$	2 242 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	1 810 \$	1 979 \$
Mobilier et agencements	202	209
Améliorations locatives	47	54
Valeur comptable nette	2 059 \$	2 242 \$

Les variations au titre des immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau ci-après.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2017	4 395 \$	789 \$	2 024 \$	7 208 \$
Plus les acquisitions	60	7	-	67
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2017	4 455 \$	796 \$	2 024 \$	7 275 \$

Les variations du cumul des amortissements sont présentées dans le tableau ci-après.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2017	2 416 \$	580 \$	1 970 \$	4 966 \$
Plus l'amortissement	229	14	7	250
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2017	2 645 \$	594 \$	1 977 \$	5 216 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

NOTE 8 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

La charge liée aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme représente l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'étant pas capitalisé et ne comportant donc pas d'actif, le déficit du régime équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Partie courante des avantages du personnel	2 277 \$	2 277 \$
Partie non courante des avantages du personnel	21 061	20 433
Total des avantages du personnel	23 338 \$	22 710 \$

Les principales hypothèses actuarielles sont présentées dans le *Rapport annuel 2016-2017*.

La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour avril 2020.

NOTE 9 : CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016
Loyers	481 \$	441 \$
Contrats d'entretien informatique	391	238
Formation et perfectionnement	312	278
Honoraires professionnels	222	145
Téléphonie et communications	202	151
Frais de déplacement	137	141
Fournitures de bureau	62	80
Réinstallation	56	98
Communications	37	19
Hébergement	27	5
Matériel informatique	24	35
Abonnements	18	12
Logiciels	14	19
Impression et papeterie	12	16
Mobilier de bureau et agencements	8	4
Affranchissement, transport de marchandises et messagerie	5	6
Recrutement	-	31
Autres	-	-
	2 008 \$	1 719 \$

NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES ET SOLDES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouvrés totalisent 25 199 \$ pour le premier trimestre de 2017-2018, contre 23 545 \$ pour la période correspondante de 2016-2017. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (dont à l'Agence de logement des Forces canadiennes), au Centre de la sécurité des télécommunications et à Services partagés Canada.

La Société a engagé à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada des charges s'élevant à 23 \$ pour le premier trimestre de 2017-2018, contre 21 \$ pour la période correspondante de 2016-2017.

Conformément à un protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation de services ne peut occuper des installations du MDN, CDC recouvre les coûts de logement à titre de frais remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

	Au 30 juin 2017	Au 31 mars 2017
Créances		
Ministère de la Défense nationale	20 613 \$	17 325 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 734	1 087
Services partagés Canada	169	119
Centre de la sécurité des télécommunications	121	65
	22 637 \$	18 596 \$
Dettes		
Services partagés Canada	-	12
	- \$	12 \$

10.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs de la Société) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 juin 2017	Trimestre clos le 30 juin 2016
Avantages à court terme	853 \$	718 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	92	77
Total	945 \$	795 \$

NOTE 11 : PASSIFS ÉVENTUELS

11.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts que déploie la Société pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2017, sept réclamations étaient en cours, d'une valeur globale de 1 944 \$. Au 31 mars 2017, huit réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 1 944 \$.

Étant donné que, conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société, cette dernière n'encourt aucun risque financier associé au règlement de réclamations contractuelles et n'a donc pas jugé opportun de constituer, dans ses états financiers, une provision à l'égard de litiges qui découleraient de marchés intervenus avec des tiers.